Publication de la  Société slave de Paris.

LA POLOGNE

JOURNAL SLAVE DE PARIS

ORGANE DES INTÉRÊTS FÉDÉRAUX
DES SLAVES DE POLOGNE, DE BOHÊME, DE HONGRIE ET D'ORIENT.
PARAISSANT TOUS LES DIMANCHES.

Prix de chaque numéro isolé . . 10 c.

Pour Paris :

Trois mois.	1 fr. 25
Six mois.	2 50
Un an	5 »

On s'abonne à la librairie de BLOSSE, passage du Commerce, 7, à Paris.

Pour la Province et l'Etranger :

Trois mois	2 fr. 50 c.
Six mois	5 »
Un an	10 »

On s'abonne, pour l'Étranger, chez FRANCK, successeur de BROCKHAUS, à Paris et à Leipzig.

LA POLOGNE s'envoie en échange de tout journal en langues slaves, française ou autres, aussitôt que la demande en est faite.
N. B. Les articles de correspondance, les demandes d'abonnement, les lettres pour la Société slave, et toutes les réclamations quelconques adressées à la Rédaction du journal, doivent être envoyés *franco* au Directeur-Gérant, CYPRIEN ROBERT, passage du Commerce, 7, près de l'Ecole de médecine, à Paris. — Toutes les lettres ou demandes venues de Pologne, de Russie ou d'Autriche doivent être envoyées affranchies à la librairie FRANCK, à Leipzig.

2e Année. — Numéro 4. — 17 Juin 1849.

De la discorde entre les Polonais et les Maghyares.

Les empires fondés sur le *divide et impera* n'ont plus qu'une espérance, un seul moyen de salut, c'est de faire éclater la discorde entre les Polonais et les Maghyars. Les journaux officiels d'Autriche et les bulletins des armées impériales ne cessent de répandre les bruits les plus inquiétants sur les divisions entre les deux éléments polonais et maghyar de l'armée insurrectionnelle, entre Georgey, qui voudrait combattre uniquement pour la Hongrie, et Dembinski et Bem, qui voudraient transporter leurs forces en Pologne. « Tous les Hongrois intelligents, dit la *Gazette de Presbourg*, voient de plus en plus qu'ils ne sont que des instruments de la faction polonaise. » C'est bien là en effet ce que voudrait faire croire le parti russe ; et l'égoïste vulgaire n'est que trop disposé à se défier de cette généreuse réciprocité d'efforts entre deux peuples se prêtant, sans condition préalable, leurs soldats et leurs généraux pour atteindre un but commun.

Cette confiance pourtant n'est pas nouvelle. Dès 1831, les Maghyars offrirent d'équiper à leurs frais 100,000 hommes, pour aller concourir au rétablissement de la Pologne. Leur adresse à l'empereur d'Autriche à cette époque indique qu'ils voyaient dans ce secours donné à la Pologne la garantie de leur propre indépendance, impossible sans un Etat polonais qui les sépare du Moscovite. Ils tâchaient de persuader à l'Autriche elle-même qu'elle n'avait pas d'avenir sans une Pologne libre et constituée entre elle et la Russie; et qu'au jour, prochain peut-être, de l'invasion de son territoire par ses voisins du Nord et de l'Orient, elle aurait à pleurer amèrement de ne plus voir paraître un autre Sobieski (*Ne lugeant posteri nullum amplius dari Sobieskium*, dit l'adresse). La lettre de remerciement, écrite de Varsovie aux Hongrois au nom de la nation polonaise par le président du gouvernement d'alors, le prince Adam Czartoryski, constate *qu'au milieu de l'insouciance de l'Europe entière, le peuple hongrois lui seul a fait des démarches officielles pour venir en aide aux combattants de la Vistule; que les liens entre les deux nations sont des liens traditionnels et séculaires ; qu'elles se donnaient jadis mutuellement des rois; que la grande reine Hedvige, issue d'un de ces monarques à la fois Hongrois et Polonais, acheva de cimenter l'union des deux Etats ; qu'aussi les migrations réciproques d'un de ces deux pays dans l'autre n'ont pas été interrompues, depuis l'époque mémorable où les héros des deux pays ont confondu leurs ossements dans les mêmes tombeaux sous Varna.*

Or, si en 1831 les Hongrois étaient déjà animés de pareilles intentions, si le rétablissement de la Pologne leur apparaissait déjà comme une nécessité d'existence pour eux-mêmes, à combien plus forte raison en est-il de même aujourd'hui qu'ils ont jeté le gant à la Sainte-Alliance, et qu'ils n'attendent plus rien que de la sympathie des peuples. De leur côté, les Polonais n'ont pas abandonné leur politique traditionnelle vis-à-vis de la Hongrie. Ce même prince Czartoryski, qu'on voyait en 1831 stimuler l'ardeur des Hongrois pour la cause polonaise, excite en 1849 le zèle des Polonais pour la cause slavo-hongroise. C'est en conformité avec les vues de cet ami dévoué des Slaves, que Bem s'est hasardé le premier vers

les Karpathes de Hongrie; c'est encore, c'est surtout à son instigation, comme ce général l'écrit lui-même dans un de ses manifestes, que Dembinski a conclu avec Kossuth l'engagement, dont l'Europe aujourd'hui connaît les conséquences.

L'indestructible solidarité entre la Hongrie et la Pologne est un fait si bien apprécié des despotes eux-mêmes, que parmi les papiers du grand-duc Constantin, saisis lors de sa fuite de Varsovie, on a trouvé, rédigé avec le plus grand détail, le plan d'une campagne d'invasion de la Hongrie par les Russes. Cette pièce est citée dans la *Polonia*, bulletin mensuel de la Société littéraire des amis de la Pologne, de Londres, en novembre 1832. Si dès cette époque, et au moment de sa plus grande amitié avec l'Autriche, le cabinet de Pétersbourg prévoyait déjà la nécessité d'occuper militairement la Hongrie pour s'assurer la possession paisible de la Pologne, combien aujourd'hui ce besoin ne doit-il pas être senti plus vivement encore à Pétersbourg? De là l'intervention russe, qui, sous prétexte d'aller au secours de l'Autriche, va réellement s'approprier dans les Karpathes des positions militaires qui la mettront en état d'achever de digérer sa conquête polonaise. Heureusement la Pologne et la Hongrie ont le sentiment populaire qu'un même sort les attend, que l'indépendance de l'une doit nécessairement garantir celle de l'autre. La discorde entre leurs chefs paraît donc une impossibilité, car elle serait un suicide.

Quelques mots d'un Slave à la Revue des Deux-Mondes.

C'est pour nous le motif d'une tristesse indicible de voir la presse française, et notamment celle qui s'attribue le privilége de la modération et de l'intelligence, s'égarer sur le mouvement polono-slave d'une manière si étrange, et nous ajoutons d'une manière si funeste aux vrais intérêts de la France. La *Revue des Deux-Mondes*, au 15 mai 1849, a bien voulu se souvenir de notre publication, slave par ses tendances, mais qui reste éminemment française. Nous l'en remercions au nom de ces nationalités qui, seules en Europe, luttent à l'heure où nous sommes contre l'absolutisme, pendant que la France abandonne si complétement sa mission. Mais comment la *Revue des Deux-Mondes* peut-elle négliger, au point où elle les néglige, les grandes questions de la Hongrie, de la Pologne et des nationalités slaves? Comment ne comprend-elle pas les obstacles insurmontables qui empêchent d'une manière absolue la reconstitution de l'Autriche? Pour les intelligences élevées et sérieuses de la *Revue des Deux-Mondes* n'est-ce pas une illusion des plus étonnantes que de croire à la réalité de cette puissance aussi cruelle que lâche, au moment même où elle est réduite à remettre volontairement toutes les places à sa garde du Moscovite?

Plutôt que d'accepter franchement sa position nouvelle en essayant de la forme constitutionnelle et fédérative, l'Autriche s'est faite esclave. L'Autriche n'existe plus ni politiquement, ni moralement: c'est un fait accompli. Rien au monde ne relèvera l'Autriche de cet abaissement où elle est descendue librement en haine des principes constitutionnels et de la grande cause de l'affranchissement des Slaves. L'aberration des écrivains de la *Revue* est d'autant plus regrettable, qu'ils ont une connaissance très claire de la position fausse et dangereuse adoptée par la France. « L'œuvre de 1815 se refait sans nous et contre nous. » Ces paroles si tristes et si graves appartiennent à la *Revue des Deux-Mondes*.

Nous aimons à nous appuyer sur l'autorité de la *Revue* pour tâcher de la ramener aux respects des sentiments moraux et des traditions politiques françaises. « La plus forte preuve qu'une société s'en va, c'est lorsque le sentiment du tort commis par un crime public et le besoin d'une peine qui l'expie diminuent et s'effacent des consciences. » (15 avril 1849.) Or, nous le demandons, n'est-ce pas une preuve éclatante et lamentable que la presse française s'en va, lorsque dans la conscience de ses représentants les plus intelligents, s'efface si complétement le sentiment des crimes publics commis par l'Autriche et par la Russie contre les Hongrois, contre les Polonais, contre tous les Slaves? On reproche aux Polonais qu'ils sont les cosmopolites de l'anarchie. Les Polonais pourraient se justifier largement de cette accusation en répondant que le crime commis contre eux est devenu aussi cosmopolite, car l'Europe entière en est complice. Les *Débats* disent admirablement : « *Nous péchons tous par l'absence du sentiment moral.* » Nous travaillons, nous, à ramener dans la conscience de la presse française ce sentiment moral; et tant qu'il sera absent, nous voudrions la voir s'abstenir de ces déclamations furieuses contre les cosmopolites de l'anarchie et de ces adulations scandaleuses à l'égard du tsar.

Le crime et l'anarchie sont à Pétersbourg, non à Pest, ni à Varsovie, ni dans les camps de l'armée hongro-polonaise. M. Guizot, ce caractère si décidé, cette intelligence si lumineuse, a dit à Londres, en 1848 : « Je souhaite que la république accepte la question polonaise comme la monarchie l'avait posée. » Les ministres et la presse de la république ont non seulement abandonné la Pologne, mais ils l'ont encore insultée; ils ont manqué d'une manière aussi inconvenante que peu française à tous les égards que l'on doit à l'héroïsme et aux grandes infortunes. Les contradictions les plus frappantes et les plus honteuses ne coûtent rien à la presse modérée et intelligente. Les *Débats* disaient autrefois : « *Tout est probable de la part de la Russie.* » En 1849, les *Débats* n'espèrent le salut pour la société européenne que de la protection moscovite. On invoque pour Paris l'ordre qui règne à Varsovie depuis 1832.

E.

Quel est le but de la Russie dans les mers du Nord.

La chose est évidente : la Russie veut agrandir au nord son littoral maritime, comme elle l'a déjà fait sur la mer Noire; puis elle bâtira des ports ; elle augmentera le nombre de ses navires au nord comme elle l'a fait au sud. Mais quel est ce point que la Russie voudrait conquérir ? Dès 1836, le tsar avait manifesté son désir à cet égard. « L'acquisition du port de Christianshohe près de Bornstholm serait, avait-il dit, une très bonne chose pour la » sécurité de nos relations commerciales avec Lubeck et » le Mecklembourg. Cette acquisition ne porterait d'ailleurs préjudice à personne. »

Si le Danemark aujourd'hui obtient une paix honorable, le tsar ne manquera pas de faire valoir ses nombreux services; puis il viendra, suivant sa coutume, demander une petite récompense : « Car, dira-t-il, si la » Prusse n'a pas été trop loin, c'est à mes notes fulminantes et à mes mouvements de troupes que vous le » devez. » Le tsar a déjà su paralyser les forces de la Suède. Le rejet de la couronne impériale met la Prusse hors d'état de se donner une marine puissante, et par conséquent de s'opposer par mer à la Russie. Il n'y aura donc plus alors à protester que la France et l'Angleterre, auxquelles le tsar sait toujours répondre pour le mieux.

Afin d'atteindre ce but maritime, la Russie a manœuvré sur la terre ferme très habilement, sans jamais perdre de vue son principe : profiter de la misère des autres pour s'enrichir soi-même. Lorsque l'Allemagne commença à se remuer et que la Prusse sembla vouloir se faire le champion de l'unité allemande, alors il fut question de mouvements de troupes formidables à l'Orient, au point que le roi de Prusse crut devoir envoyer aux frontières d'immenses contingents de soldats. Lorsque le cabinet de Berlin commença à dévier de sa ligne nouvelle, le tsar se rapprocha de son cher beau-frère et lui tendit amicalement la main. Mais voilà que tout à coup les peuples embrassent l'idée d'un seul monarque pour toute l'Allemagne, et que les vœux se tournent vers Frédéric-Guillaume qui semble près d'accepter. Aussitôt arrivent de Pétersbourg des notes foudroyantes relatives à la guerre du Danemark et à la violation des traités de 1815. Mais le roi de Prusse refuse la couronne, et voilà que le tsar s'adoucit et recommence à faire les yeux doux au cabinet prussien. Ce qu'il veut, c'est de brouiller de plus en plus ensemble les Etats allemands et scandinaves ; et alors il saura forcer les uns et les autres aux concessions maritimes qui lui sont nécessaires pour la mise à exécution de ses projets sur l'Occident tout entier.

F. Schouffelberg.

Des dernières causes de déchéance de l'Autriche. Analyse du memorandum des députés bohêmes, adressé à leurs commettants, après la dissolution du congrès de Kremsier.

Après la brutale clôture de la constituante autrichienne, les représentants bohêmes, dispersés par la force, parvinrent à se réunir encore et signèrent collectivement, contre la conduite du cabinet d'Olmütz, une protestation des plus curieuses, en ce qu'elle expose en termes voilés, mais clairs, les dernières causes de déchéance de l'Autriche. Nous en donnons ici l'analyse :

« L'Autriche, vaste agrégation des peuples les plus divers, jadis tous indépendants, ne s'était maintenue jusqu'en mars 1848 que par la force des armes et la concentration despotique du pouvoir aux mains d'un seul homme. Cette concentration violente a été enfin brisée sans retour ; car, dès qu'un pays tout entier veut être libre, il le devient irrésistiblement. Si l'Autriche veut renaître, il faut qu'elle sache donner à ses divers éléments un tout autre ciment que celui de la violence. Quant à nous, notre programme a été dès l'origine de travailler à confédérer ensemble ces éléments nationaux, qui tous aspirent à l'indépendance, mais dont pas un n'est assez fort pour constituer à lui seul un Etat à part. Former une fédération d'Etats égaux et libres, sans aucune hégémonie du fort sur le faible, tel est notre but. Armés de cette théorie, nous ouvrîmes à Vienne, en juillet de l'année dernière, la première session parlementaire qui ait existé en Autriche. La monarchie paraissait alors irrémédiablement démembrée. Les Italiens avaient chassé leurs conquérants ; la Hongrie se préparait à imiter l'Italie ; oubliant sa dynastie réfugiée dans les Alpes du Tyrol, la cité même de Vienne aspirait à se réunir à l'Allemagne démocratique. C'est au milieu de ces embarras, ou plutôt de cette situation désespérée, que nous vînmes offrir aux conservateurs de la monarchie notre concours désintéressé. Le ministère Wessenberg-Doblhof, fort de notre assistance inattendue, put dès lors faire face aux anarchistes. De là résultèrent la reprise de Vienne par l'armée impériale, et ses triomphes momentanés en Hongrie.

» A l'avénement du nouvel empereur, notre programme d'une Autriche fédérative fut solennellement sanctionné. Les déclarations si libérales du ministère Schwarzenberg-Stadion eurent l'approbation non seulement de notre parti, mais encore de nos adversaires les plus décidés. L'opposition radicale même se laissa fléchir par cet étalage de belles promesses. Mais quand ce ministère se mit à l'œuvre, quel contraste entre ses promesses et ses actes ! Le gouvernement changea si complétement ses tendances, que nous, en restant à Kremsier les mêmes hommes qu'à Vienne, nous fûmes contraints de tourner contre le cabinet les forces et les principes avec lesquels nous avions jusqu'alors combattu l'anarchie. Car l'esprit d'anarchie n'était plus chez nos adversaires ; il était passé tout entier sur les bancs ministériels.

» D'après ses propres aveux, le cabinet ne reconnaissait pas d'autre droit de souveraineté que celui des coups de canon. Il fondait la légitimité de sa domination en Bohême sur la victoire de ses aigles à la montagne Blanche en 1620, et nullement sur l'adoption libre et populaire de 1848. Une obstination aussi aveugle dans ses traditions de despotisme conduisit enfin notre cabinet à sa journée du 4 mars, et à l'octroiement d'une nouvelle charte contraire aux vœux de tous les partis. Notre programme de fédération, le seul qui rendrait l'Autriche possible dans l'état actuel de fermentation de ses diverses nationalités, ce programme a été laceré avec mépris. La bureaucratie allemande, l'idiome allemand pour toutes les affaires publiques, la centralisation et tous les vieux abus du *divide et impera viribus unitis* ont été appelés à revivre. Enfin, pour se maintenir contre l'unanime indignation des peuples, on a eu recours à un moyen suprême : on a appelé l'intervention étrangère et on a mis sur la pointe du sabre tout l'avenir de la monarchie. Notre patriotisme nous interdit de prêter notre concours à une pareille politique. Puisqu'ils ont appelé la tempête, qu'ils luttent maintenant seuls avec elle ! Il ne nous reste plus, à nous, qu'à être spectateurs passifs de la lutte, en attendant que le ciel nous ouvre une nouvelle destinée. »

NOUVELLES.

Le petit empereur d'Autriche, qui avait d'abord résolu de se mettre lui-même à la tête de son armée, continue de rester dans l'inaction. On dit qu'en passant en revue un de ses corps de troupes, il a pleuré de dépit à la vue de leurs haillons et de leur équipement misérable. Le tsar seul l'encourage et lui donne encore des fêtes. Au lieu de combattre, Ferdinand-Joseph fait des promenades par les chemins de fer. Il est allé rendre visite à Nicolas dans Varsovie, dont les malheureux habitants ont été obligés d'illuminer leur ville, pour exprimer leur joie de la présence des deux empereurs. En retour, le tsar est allé visiter son cher cousin à Cracovie ; et l'on suppose que cette ville, placée à une distance presque égale des diverses capitales du centre de l'Europe, servira de résidence habituelle au tsar, aussi longtemps que durera la campagne actuelle.

— La Hongrie fait des préparatifs immenses pour repousser les Russes. Sur quelques points qu'ils se présentent, les ponts sont aussitôt démolis, les routes défoncées ; les puits sont comblés et disparaissent, et des bandes de partisans couvrent la campagne pour couper les vivres aux assaillants. En même temps, tous les dépôts de blé du plat pays sont concentrés dans les citadelles, approvisionnées pour des années, et où les localités circonvoisines vont pour ainsi dire se ravitailler à mesure qu'elles en ont besoin. La nature du terrain, qui est une alternative de montagnes, de plaines de sable et de marécages, en rendant presque impossible la marche compacte de grandes armées, et surtout de l'artillerie, favorise d'ailleurs singulièrement le système d'escarmouches et de guérilla adopté par la cavalerie volante des Maghyars. Enfin, grâce au clergé de Hongrie, la résistance prend tous les caractères d'une lutte à la fois religieuse et politique. Le ministre des cultes, l'évêque Horvath fait prêcher dans toutes les chaires la sainte croisade contre les schismatiques et les barbares, qui viennent pour étouffer, sous les froides étreintes de leur byzantinisme desséché, la vivante Église catholique latine.

— Les débuts du général Haynau n'ont pas été plus heureux que ceux de Welden. Le 29 mai, il a tenté de faire une pointe en Hongrie du côté de Komorn ; mais un corps de réserve russe sur lequel il comptait, ayant cédé aux Hongrois sans résistance, et on pourrait croire, à dessein, l'armée autrichienne a été de nouveau complétement battue à Vaika. La dernière citadelle qu'occupassent encore les Impériaux dans l'intérieur de la Hongrie, Bude, ayant été emportée d'assaut par Georgey, malgré la résistance acharnée de sa garnison et de son héroïque commandant Hentzi, qui y a laissé la vie, depuis ce moment Pest déblaie peu à peu les ruines dont l'a couverte l'horrible bombardement dirigé sur elle par l'ennemi, des remparts de Bude. On est occupé à raser cette citadelle qui n'avait de force que contre Pest, puisqu'elle est totalement dominée, et peut être battue en brèche du haut du Blocksberg et du Schwabenberg. Alors Pest pourra retrouver sa prospérité, et redevenir le centre de toutes les affaires hongroises.

— Les Maghyars continuent malheureusement d'avoir pour ennemis acharnés une grande partie des Slaves du Sud. Ielatchitj, avec les débris de son armée, occupe toujours en Slavonie la rive droite du Danube. Nommé par la cour d'Autriche *dictateur* de toute la Slavie méridionale, il y exerce un pouvoir militaire illimité, mais qui ne fait que lui enlever plus rapidement ses derniers restes de popularité. Aussi a-t-il publié des lois sévères pour bâillonner la presse. Lui seul empêche les Croates de se rattacher à la Hongrie. Plusieurs incursions des Maghyars en Croatie, du côté de Varasdin, viennent de leur prouver combien leurs amis sont devenus nombreux dans ce pays depuis l'octroiement de la charte. — Les Serbes de la Voïevodie ne sont pas moins chancelants que les Croates dans leur prétendue fidélité, malgré tous les efforts que fait chez eux le commissaire impérial Meyerhofer. A en juger par les rapports du *Viestnik* journal serbe de la Voïevodie, un seul général, Knitchanin, résistait encore avec avantage aux armées de Bem et de Perczel ; mais le corps du général Puchner, qui, avec un renfort de Russes, sous Malkovski, revenait de la Valachie par Orchova, y a été devancé par Bem, qui l'a de nouveau battu et repoussé en Valachie. Orchova et Pantchova ont reçu les Maghyars à bras ouverts. De plus en plus resserré dans ses lignes, Ielachitj a enfin annoncé officiellement sa détresse. On prétend que pour aller le dégager, 12,000 Autrichiens quittent le blocus de Venise, qui va ainsi commencer à respirer plus librement. — Malgré tous ces avantages, il n'en demeure pas moins vrai que, pour l'affranchissement de la Hongrie, une chose est indispensable : c'est la reconnaissance officielle par la diète et le gouvernement maghyar des nationalités slaves et de leurs droits.

— Le *Morning-Post* et le torisme anglais s'expriment avec une colère mal comprimée sur l'ascendant pris par les Polonais dans les affaires hongroises. Ce journal s'indigne qu'après avoir employé pour sa cause les bras des *mercenaires* polonais, la Hongrie se croie tenue à observer envers eux tant de ménagements. Si elle se débarrassait d'eux en ce moment qu'elle triomphe sur tous les points, pour ne plus s'entendre qu'avec la diplomatie des grandes puissances, cette diplomatie arrangerait sans peine le différend, et ferait reconnaître par l'Autriche et par la Russie même l'indépendance hongroise. Ainsi la révolution européenne serait finie, et l'exploitation du Danube par les marchands de la cité de Londres pourrait tranquillement recommencer.

CYPRIEN ROBERT.

PARIS. — IMPRIMERIE DE L. MARTINET, RUE MIGNON, 2.
(Quartier de l'École-de-Médecine.)